

Déclaration liminaire du Conseil Départemental de l'Action Sociale (CDAS) du 10 octobre 2019

Monsieur le Président du CDAS,

À la lecture des derniers projets de notre Administration, SOLIDAIRES FINANCES 94 vous fait part de son inquiétude sur l'avenir de l'action sociale.

La DGFIP, qui subit continuellement des réformes et des restructurations depuis les années 90, va vivre un plan de casse sociale sans précédent.

Aujourd'hui la géographie revisitée, imposée sans concertation véritable, fait planer de lourdes inquiétudes sur l'avenir de l'action sociale de proximité telle que nous la connaissons aujourd'hui. En effet, les déménagements, les suppressions d'emplois, l'externalisation des missions, plongent dans l'inquiétude les agents et leurs familles, victimes collatérales de ce jeu cynique de chamboule-tout.

Dans ces conditions, plus que jamais SOLIDAIRES FINANCES 94 exige que l'action sociale soit au plus près des agents malmenés par des bouleversements qui ne respectent pas l'humain et que de nouveaux moyens financiers et matériels soient débloqués.

Que dire du hold-up perpétré sur la réserve de 5 % (241 000 euros pour toute la France) qui ne profitera pas aux agents ?

En contrepartie, que pèsent les 100 000 euros « généreusement » octroyés pour toute la France pour des actions innovantes ?

En ce qui concerne les 3 opérateurs historiques (AGRAF, EPAF et ALPAF) le rapprochement envisagé de ces entités s'effectue dans un souci de réduction des budgets et non pas pour une meilleure qualité de service.

Concernant la restauration, la disparition des coins repas, au profit d'espaces de restauration, interroge, quant aux motivations exactes de l'administration. L'inquiétude pèse également sur la tarification au plat par l'AGRAF, qui ne se fera pas au bénéfice des agents. Que dire de la mise en place de food-trucks sur les lieux de travail ? La qualité diététique des plats servis ne sera pas sans conséquence sur l'état de santé des agents déjà fragilisé par les conditions de vie au travail détériorées.

En ce qui concerne l'EPAF, la baisse de fréquentation, due en grande partie à la diminution du nombre des points de rendez-vous de départ, divisé par deux, implique une moindre réservation des séjours, l'indemnisation du trajet n'étant pas prise en compte en deçà de 240 km.

L'accès au parc de logements gérés par l'ALPAF, compte tenu des revenus demandés, s'avère bien souvent en inadéquation avec une demande rendue plus nombreuse par l'arrivée de promotions de nouveaux collègues et les projets de mutation délirants orchestrés par une hiérarchie sourde à toute considération familiale ou sociale.

Que dire du nombre insuffisant de berceaux réservés aux enfants des collègues, et la précarité de leur occupation, compte tenu du fait que selon le contrat, un berceau n'est pas assuré pour trois ans mais pour une période d'un an éventuellement renouvelée dans une autre crèche ?
A quand une véritable politique de la parentalité ?

Dans le Val de Marne, SOLIDAIRES FINANCES 94 déplore le non-remplacement de l'assistante de délégation, dont les tâches sont désormais effectuées par une équipe trop restreinte.

SOLIDAIRES FINANCES 94 remercie l'équipe locale de l'action sociale, qui, dans ce climat d'anxiété générale, met tous ses moyens au service des personnels du VAL-DE-MARNE.